



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement
social et à la vingt-quatrième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :
repenser et renforcer le développement social
dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Krityanand UNESCO Club Jamshedpur, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'année 2015 marque le vingtième anniversaire du Sommet mondial de Copenhague pour le développement social. Lors de la cinquante-troisième session de la Commission du développement social (février 2015), les États Membres ont reconnu que la vision, les principes et les objectifs adoptés au Sommet sont toujours aussi pertinents qu'ils l'étaient il y a vingt ans. En dépit des progrès considérables qui ont permis de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans le dénuement total, plus d'un milliard de personnes vivent encore sous le seuil de pauvreté. Les taux de chômage et de sous-emploi sont également trop élevés, notamment chez les jeunes, et de nombreux pays sont toujours confrontés au défi que constitue la promotion de l'intégration sociale. Plus récemment, de nombreux pays ont vu les inégalités se creuser, la pauvreté et l'exclusion sociale persister, les prix des denrées alimentaires et de l'énergie augmenter, en plus de l'insécurité alimentaire et hydrique, la dégradation de l'environnement et les effets néfastes du changement climatique. Les gens ont le sentiment d'être de plus en plus vulnérables aux chocs économiques et aux risques environnementaux et sociaux. En se basant sur les leçons tirées de la mise en œuvre du Programme d'action de Copenhague, les États Membres ont, lors de la cinquante-troisième session de la Commission, instamment demandé que l'éradication de la pauvreté, l'emploi productif et le travail décent pour tous ainsi que l'intégration sociale figurent en bonne place dans le programme de développement pour l'après-2015.

Historiquement, la quête du développement social a été à la fois une fin et un moyen. Au cours des prochaines décennies, le développement social en tant que moyen, ou processus, aura un rôle de plus en plus important à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Pour intégrer effectivement la dimension sociale du développement durable dans les politiques et les programmes nationaux et internationaux de développement, il est nécessaire de revoir notre approche du développement social, pour en faire plus qu'un objectif - une chose qui peut être « réalisée » -, et le considérer comme un processus permanent de transformation structurelle qui pourrait être « accompagné », « appuyé » ou « favorisé ». Les Nations Unies et la communauté internationale devraient accorder une plus grande attention à la question de savoir dans quelle mesure les processus de développement social peuvent contribuer à la réalisation du développement durable.

La mise en œuvre des objectifs mondiaux pour l'après-2015 requiert une approche stratégique et globale qui s'intéresse aux rapports entre les différentes dimensions du développement, qui examine les causes profondes des problèmes et identifie les catalyseurs susceptibles d'entraîner des changements transformateurs. Elle apporte également de nouveaux mécanismes de responsabilité, l'élaboration de politiques d'une grande complexité axées sur les résultats, avec des retombées sur la coopération pour le développement. Plan universel, le programme de développement pour l'après-2015 signale qu'un changement conceptuel s'opère dans le partenariat mondial pour le développement vers une politique de cohérence pour le développement durable en renforçant les partenariats mondiaux dans plusieurs domaines tels que le commerce, la migration, le changement climatique, la technologie, la stabilité financière et la transparence des transactions financières.

La dimension sociale du développement durable a souvent été négligée ou marginalisée en dépit de son importance. Il faut engager sans plus attendre une

réflexion plus approfondie sur le rôle du développement social dans le programme de développement durable. La pauvreté a été mesurée en termes économiques uniquement (revenus) dans les Objectifs du Millénaire pour le développement; or, elle est un phénomène bien plus complexe et multidimensionnel. Il est nécessaire de repositionner la communauté internationale et les Nations Unies dans des efforts visant à éradiquer la pauvreté en prônant une politique universelle (le droit à la sécurité sociale; la non-discrimination).

Compte tenu de l'environnement économique et politique actuel, nous estimons qu'il est temps de repenser et de renforcer le développement social.

Pour repenser le développement social, il est nécessaire de se baser sur le document issu du Sommet qui a produit la Déclaration et le Programme d'action de Copenhague, car il constitue une base solide pour la réalisation du développement social, et prend en ligne de compte les objectifs du développement durable pour l'après-2015.

En repensant le développement social, les contextes et les priorités en mutation du développement social doivent être reflétés, analysés et traités. Certains aspects de cette mutation comprennent l'exacerbation des inégalités, l'intégration économique et financière mondiale et l'incertitude économique grandissante, le changement climatique et ses effets néfastes, la volatilité des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, la sécurité alimentaire, la propagation des maladies transmissibles, la dégradation de l'environnement, l'innovation technologique (technologies de l'information et de communication), l'urbanisation rapide, l'insécurité structurelle de l'emploi (croissance sans emploi), les variations dans la nature de l'emploi et l'évolution de l'employabilité des personnes, la migration croissante et le rôle de plus en plus important des fonds envoyés par les immigrés dans le développement et la prolifération des conflits internes. Ces contextes en mutation affectent le développement social.

On reconnaît de plus en plus, notamment à la suite de la récente crise économique et financière mondiale, que se concentrer de façon prédominante sur la croissance économique n'est ni suffisant ni durable. Le développement économique doit s'accompagner de progrès social et de bien-être pour tous, soutenu par les politiques sociales et la protection de l'environnement. Nous demandons un développement plus intégré, plus équitable et plus durable.

Nous devons reconnaître la complexité de la relation entre le développement économique et le développement social. L'interaction entre la croissance économique, l'exacerbation des inégalités, le bien-être des personnes, l'emploi, l'intégration sociale, en particulier, devraient bénéficier d'un intérêt plus grand. Faire face à l'existence de ce lien socio-économique important permettra de mieux comprendre et de mieux analyser la pauvreté et le développement durable.

Un autre lien important que l'on doit renforcer est relatif aux dimensions sociale et environnementale du développement durable, y compris l'interaction entre le changement climatique, l'alimentation, l'insécurité de l'approvisionnement en énergie et en eau, l'évolution des modes de production et des habitudes de consommation, la transition vers des emplois respectueux de l'environnement, et leur impact social. Il s'agit là d'une tâche complexe qui requiert que plusieurs politiques sectorielles soient examinées simultanément.

Pour promouvoir l'intégration sociale, il est nécessaire d'harmoniser l'approche actuelle centrée sur le groupe avec l'approche universelle plus large pour arriver à une société intégrée. Veiller à ce que le renforcement de la cohésion sociale soit intégré dans d'autres objectifs de la politique est l'une des manières qui permettent d'y parvenir. Nous avons besoin d'ardents défenseurs parmi les États Membres et/ou de la société civile pour plaider en faveur de l'intégration sociale dans l'agenda international. L'on pourrait y parvenir par la promotion d'une approche intégrée du développement.

Pour faciliter le suivi et l'évaluation des objectifs du développement, il importe d'investir dans la collecte de données (données ventilées dans la mesure du possible) et d'élaborer des indicateurs mesurables.

Dans le contexte de l'après-2015, la Commission du développement social devrait jouer un rôle essentiel dans le renforcement de la dimension sociale du développement durable, en se concentrant sur des objectifs sociaux clairs et sur les dimensions sociales des objectifs économiques et environnementaux, tout en accordant une attention particulière à leurs rapports et aux facteurs sociaux. À cette fin, il convient de clarifier le sens de l'expression « durabilité sociale ».
